

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Objet de la consultation :

EQUIPEMENT COMPLET EN LEDs DES PLATEFORMES M3P PHENOARCH et PHENODYN

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

Procédure d'appel d'offre ouvert passée en application des articles L 2124-1, L 2124-2, R 2124-1, R 2124-2 1° et R 2161-2 à R 2161-5 du Code de la commande publique (CCP).

Le présent marché est régi par le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Désignation du pouvoir adjudicateur :

**Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement
Etablissement public à caractère scientifique et technologique
Centre Occitanie - Montpellier
2 place Pierre Viala – 34060 Montpellier CEDEX 2**

Code nacre : QB.12 : MATERIEL ET ACCESSOIRES DESTINES A L'EXPERIMENTATION VEGETALE SOUS SERRE

Code CPV :

31521000-4 : Lampes

45311000-0 : Travaux de câblage et installations électriques

45214630-5 : Installations scientifiques

Sommaire

1	OBJET DU MARCHE	4
2	PROCEDURE ET FORME DU MARCHE	4
2.1	Procédure	4
2.2	Forme du marché	4
3	DELAIS D'EXECUTION.....	4
3.1	Durée du marché	4
3.2	Prolongation des délais d'exécution.....	4
4	REUNION DE DEMARRAGE DES PRESTATIONS	4
5	CONTENU DES PRESTATIONS	5
5.1	Emballage et transport	5
5.2	Livraison.....	5
5.3	Documentation à fournir	5
5.4	- Formation à l'utilisation et à la maintenance de l'équipement	6
5.5	Brevets et licences	6
6	LIVRAISONS COMPLEMENTAIRES ET MARCHE SIMILAIRE.....	6
7	LOTS / TRANCHES / PSE /VARIANTES	6
7.1	Lots	6
7.2	Tranches	6
7.3	Prestations Supplémentaires éventuelles (PSE)	6
7.4	Variantes.....	6
8	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	7
8.1	Pièces contractuelles à la notification du marché.....	7
8.2	Pièces contractuelles postérieures à la notification du marché.....	7
8.3	Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles	7
9	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
9.1	Conditions générales	7
9.2	Confidentialité	8
10	CLAUSES ENVIRONNEMENTALES.....	8
11	SOUS TRAITANCE.....	8
12	NOTIFICATION ET ECHANGES DEMATERIALISES	9
13	VERIFICATION ET ADMISSION	9
14	GARANTIE DES EQUIPEMENTS ET SAV	10
14.1	Garantie	10
14.2	Service après-vente	10
15	REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)	11
16	AVANCE	13
17	PRIX DES PRESTATIONS	13
17.1	Etablissement des prix.....	13
17.2	CONTENU DES PRIX	13
17.3	Variations dans les prix.....	14
18	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	14
18.1	ÉCHEANCIER DE PAIEMENT.....	14

18.2	MODALITES DE FACTURATION	14
18.3	DELAI GLOBAL DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES	15
18.4	PAIEMENT DES COTRAITANTS	15
18.5	PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS.....	15
19	PENALITES.....	15
20	RESILIATION DU MARCHE.....	16
21	ASSURANCES	16
22	PREVENTION SANTE SECURITE AU TRAVAIL.....	17
23	MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE	17
24	DISPOSITIONS DIVERSES.....	17
24.1	Langue	17
24.2	MONNAIE	17
24.3	Droit applicable.....	18
24.4	Différents et litiges	18
25	DEROGATIONS AU C.C.A.G. FOURNITURES COURANTES ET SERVICES.....	18

1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la fourniture, le démontage, l'installation, le raccordement, l'interface de pilotage, la mise en service, la formation ainsi que les garanties et le service après-vente d'un équipement complet en projecteurs LEDs destinés aux plateformes M3P PHENOARCH et PHENODYN pour l'unité LEPSE du Centre INRAE Occitanie Montpellier.

Le titulaire s'engage à fournir toutes les prestations décrites dans le présent marché.

La consistance des prestations, les délais de réalisation ainsi que leurs spécifications sont contenus dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) joint à la présente consultation.

2 PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ

2.1 Procédure

Le présent marché est soumis aux dispositions du Code de la commande publique (CCP). Il est passé selon une procédure formalisée d'appel d'offre ouvert en application des dispositions des articles L 2124-1, L 2124-2, R 2124-1, R 2124-2 1° et R 2161-2 à R 2161-5 du CCP.

2.2 Forme du marché

Le présent marché est conclu sous la forme d'un marché public ordinaire mono-attributaire. Le prix est forfaitaire, ferme et défini dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

3 DELAIS D'EXECUTION

3.1 Durée du marché

Le marché prend effet à compter de sa date de notification et sa durée d'exécution est de sept (7) mois. Cette durée comprend : les délais de livraison (maximum 3,5 mois), de mise en service, de formation, les opérations de vérification jusqu'à l'admission prévue à l'article 9 ci-après.

3.2 Prolongation des délais d'exécution

Une prolongation des délais d'exécution peut être accordée par INRAE dans les conditions fixées par l'article 13.3 du CCAG FCS.

Ainsi, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait d'INRAE ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, INRAE prolonge le délai d'exécution dans les conditions fixées à l'article 13.3 du CCAG FCS.

Si une crise sanitaire à l'image de celle de la Covid-19 venait à se reproduire pendant le délai de réalisation du présent marché, le délai de réalisation serait automatiquement prorogé.

Cet article constitue une clause de réexamen. Ce réexamen se fera sous la forme d'un certificat administratif. Il sera transmis pour information au titulaire.

4 REUNION DE DEMARRAGE DES PRESTATIONS

Afin de faciliter la mise en place du marché, une réunion de démarrage des prestations sera organisée dans la semaine suivant la notification. Elle aura pour but de fixer les modalités pratiques d'exécution. Elle réunira l'ensemble des chercheurs et techniciens impliqués dans les activités de terrain.

Cette réunion permettra au Titulaire de présenter le planning de réalisation des prestations et des principales échéances ainsi que les modes opératoires retenus.

5 CONTENU DES PRESTATIONS

Les spécifications techniques sont contenues dans le CCTP joint à la présente consultation.

5.1 Emballage et transport

Les inscriptions sur les emballages livrés au titre du présent marché doivent être libellés en français, en application de la loi n° 94-665 du 4 août 1994 et sa circulaire du 19 mars 1996 publiée au Journal Officiel du 20 mars 1996.

Les risques afférents au transport et à la livraison de l'équipement sont à la charge du titulaire.

La récupération des emballages relatifs aux matériels livrés est à la charge du titulaire.

Se reporter à l'article 10 du présent CCAP pour les clauses environnementales.

5.2 Livraison

Le délai de livraison est le délai indiqué par le titulaire dans son offre. Il ne peut excéder 3,5 mois à compter de la date de notification du marché.

Une prolongation du délai de livraison peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG FCS.

La livraison doit être effectuée selon les conditions fixées par l'article 6 du CCTP. Elle devra par ailleurs avoir lieu aux heures d'ouverture suivantes : du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00

à l'adresse suivante :

**INRAE Centre Occitanie-Montpellier,
LEPSE – bâtiment 7
2 place Pierre Viala
34060 Montpellier cedex**

Le titulaire veille en outre à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport, notamment en évitant la circulation pendant les heures de pointes, en procédant au transport groupé des marchandises et en favorisant les modes de transports les plus respectueux de l'environnement.

Par dérogation aux stipulations de l'article 19 du CCAG FCS, INRAE n'informe pas systématiquement le titulaire de la disponibilité des locaux destinés à l'installation du matériel, dans le délai de quinze jours au moins, avant la livraison de celui-ci.

Par dérogation aux dispositions de l'article 21.2 du CCAG FCS, le bon de livraison doit faire apparaître :

- la date d'expédition ;
- le destinataire ;
- l'adresse de livraison ;
- la référence du marché ;
- la référence du bon de commande ;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage. Chaque colis doit porter de façon permanente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.

5.3 Documentation à fournir

Le titulaire s'engage à fournir la documentation suivante :

- la notice détaillée, en langue française et en langue anglaise, précisant les modalités et les conditions d'utilisation de l'ensemble des fournitures livrées (équipement, logiciels) ;
- une documentation indiquant le poids de la LED et de l'alimentation séparées, les dimensions et la durée de vie (nombre moyen d'heure d'utilisation) ;
- toutes les caractéristiques et paramètres techniques des projecteurs LEDs et des alimentations.
- le manuel de formation des utilisateurs.

5.4 - Formation à l'utilisation et à la maintenance de l'équipement

Le marché inclut, à la charge du titulaire, une formation sur site pour 3 personnes. Ces formations sont effectuées à l'issue de la mise en service de l'équipement conformément à l'article 8 du CCTP.

5.5 Brevets et licences

Le titulaire s'engage à être à jour du règlement des redevances dues au titre des brevets et licences d'exploitation des matériels distribués.

6 LIVRAISONS COMPLEMENTAIRES ET MARCHE SIMILAIRE

En application des dispositions de l'article R 2122-4 du CCP, l'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire l'exécution de livraisons complémentaires destinées soit au renouvellement partiel de fournitures ou d'installations, soit à l'extension de fournitures ou d'installations existantes, après passation d'un ou plusieurs marchés sans publicité ni mise en concurrence préalable.

Le présent marché est susceptible d'être complété, dans le cadre de son exécution, par un ou plusieurs marchés négociés sans mise en concurrence tels que prévus par l'article R.2122-7 du code de la commande publique. Les prestations seront exécutées dans les mêmes conditions que celles du marché initial.

Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

7 LOTS / TRANCHES / PSE /VARIANTES

7.1 Lots

Conformément à l'article L 2113-11 du CCP, le présent marché n'est pas alloué pour ne pas risquer de rendre encore plus techniquement difficile et, a fortiori, financièrement plus coûteuse, l'exécution des prestations. L'un des principaux risques identifiés est, en démultipliant les intervenants sur un même projet, l'augmentation du risque de partage de responsabilité ou de déni de responsabilité entre les différents titulaires en cas d'anomalie ou de mauvaise exécution des prestations.

7.2 Tranches

Sans objet

7.3 Prestations Supplémentaires éventuelles (PSE)

Les Prestations Supplémentaires Eventuelles suivantes sont demandées :

- PSE 1 : calcul de la charge électrique et structurelle serre Phenodyn et modification induite.
- PSE 2 : démontage des anciennes lampes de la serre Phenodyn.
- PSE 3 : nouveaux projecteurs LEDs de la serre Phenodyn.

Les PSE sont décrites dans le CCTP.

7.4 Variantes

Variantes à l'initiative des candidats :

En application des dispositions de l'article R2151-8 du code de la commande publique, les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

Variantes à l'initiative de l'acheteur :

En application des dispositions de l'article R2151-9 du code de la commande publique, aucune variante n'est prévue.

8 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

8.1 Pièces contractuelles à la notification du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement
- L'annexe financière à l'acte d'engagement (la décomposition du prix global et forfaitaire) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes 1 « Plan serres » et 2 « Plan détaillé de Phenoarch et Phenodyn » ;
- L'offre technique du titulaire suivant le cadre de réponse technique, ainsi que les réponses aux questions dans le cadre de la consultation et les pièces supplémentaires de nature technique présentées par le titulaire ;
- Les bons de commande comportant une expression de besoin et des modalités spécifiques d'exécution.
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors de la remise des offres ou lors du mois d'établissement des prix (mois M0) ;
- Le formulaire DC4 renseigné et signé, le cas échéant.

Les pièces générales (CCAG FCS) ne sont pas jointes au présent accord-cadre mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître et les accepter. Ce dernier ne peut donc en invoquer son ignorance pour se soustraire aux obligations qui y sont contenues. Au titre de son devoir de conseil, le prestataire doit informer INRAE de toute modification ou évolution de normes ou réglementations relatives aux prestations définies dans le marché pendant toute sa durée.

8.2 Pièces contractuelles postérieures à la notification du marché

Le marché pourra être éventuellement modifié par avenant, signé des deux parties. Un avenant ne peut en aucun cas bouleverser l'économie générale du marché ou des prestations ni en changer l'objet.

8.3 Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles

Le marché constitué des documents contractuels définis supra, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

9 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché telles qu'elles sont décrites au CCTP

9.1 Conditions générales

Le Titulaire est réputé connaître et maîtriser les techniques nécessaires à l'exécution des prestations objet du présent marché. Il s'engage à prendre les moyens nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

Il est astreint, pour l'ensemble des prestations à une obligation de résultat. Il s'engage à déployer tous les moyens complémentaires nécessaires pour aboutir aux résultats sur lesquels il s'est engagé et dont les modalités sont décrites dans le CCTP.

Le Titulaire s'engage, dans la réalisation de ses prestations, à mener les actions concourant au respect :

- De la qualité et la complétude des prestations précisées par les documents du marché ;
- Des délais convenus, tels que prévus par les documents du marché.

Le Titulaire est astreint, pour l'ensemble des prestations découlant du marché, à une obligation de diligence, de conseil et de service. Il s'oblige à exécuter ses prestations dans le respect des règles de l'art. Aussi, s'il constate, dans les dispositions du CCTP, des tâches qui contreviennent aux règles de l'art, il est tenu d'en informer INRAE dans les meilleurs délais.

9.2 Confidentialité

Le Titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants, cotraitants, fournisseurs, filiales et mandataires, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les données, les études, programmes, décisions et autres informations dont il aura connaissance au titre de l'exécution du présent marché.

Il s'interdit toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents, sur quelque support que ce soit, à des tiers sans l'accord préalable exprès d'INRAE.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire INRAE à résilier son marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudices des réparations éventuelles demandées par INRAE.

10 CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

L'offre doit proposer des équipements dont les faibles consommations énergétiques participent à la préservation de l'environnement.

Le titulaire propose dans son offre des produits les plus durables possible. La durabilité du matériel sera appréciée en fonction :

- du nombre moyen d'heures d'utilisation conformément aux fiches techniques de l'article ;
- de la reprise de l'équipement en fin de vie et de son caractère recyclable.

Afin de limiter la production de déchets, le titulaire devra réduire le nombre de colis au minimum et adapter la taille des emballages.

Le titulaire doit avoir une démarche de réduction du bilan carbone lors de ses livraisons en privilégiant les moyens de transport moins émetteurs, avec des chauffeurs formés à l'éco-conduite et des transporteurs de proximité.

11 SOUS TRAITANCE

Conformément aux dispositions des articles L 2193-1 à L 2193-14 et R 2193-1 à R 2193-22 du CCP, et sous réserve de se conformer strictement aux dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur (ou acheteur) et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG FCS.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé à INRAE ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une déclaration de sous-traitance dûment remplie - formulaire DC4 ou équivalent, disponible au lien suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le titulaire fournira en appui de la demande d'acceptation, un dossier de présentation du sous-traitant qui doit comporter les mêmes éléments demandés au dossier de candidature du titulaire pour apprécier les capacités financières, professionnelles et techniques :

- DC2 (déclaration concernant le chiffre d'affaires global, déclaration indiquant les effectifs moyens annuels, Certifications / Qualifications demandées)
- Une liste des travaux exécutés au cours des trois dernières années ;
- Son numéro unique d'identification (SIREN) ;
- La liste des salariés étrangers soumis à autorisation de travail au sens de l'article D 8254-2 du code du travail.
- L'attestation fiscale attestant du paiement des obligations fiscales datant de moins de 6 mois.
- L'attestation de fourniture des déclarations sociales attestant du paiement des cotisations et contributions sociales, datant de moins de 6 mois.
- Les attestations d'assurances de responsabilité civile professionnelle, en cours de validité.
- Si le candidat est en redressement judiciaire, copie du ou des jugements prononcés à cet effet, attestant de son habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, de restituer l'exemplaire unique du marché qui lui a été délivré ou d'établir que le nantissement dont le marché a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

La sous-traitance totale des prestations n'est pas réglementairement autorisée.

Cette sous-traitance deviendra effective dès la notification de l'acte DC4 dûment signé par INRAE.

En cas de sous-traitance, le titulaire assure seul et personnellement, vis-à-vis de INRAE, la responsabilité du marché qui lui a été confié.

12 NOTIFICATION ET ECHANGES DEMATERIALISES

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG FCS, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil acheteur les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de 3 jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

13 VERIFICATION ET ADMISSION

Le présent marché inclut à la charge du titulaire l'ensemble des prestations et fournitures nécessaires à l'installation et à la mise en ordre de marche (mise en service opérationnelle) de l'équipement.

Les opérations de vérification ainsi que les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont effectuées par INRAE.

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées par le représentant de INRAE conformément aux dispositions prévues par les articles 27 à 33 du CCAG FCS, excepté pour les points qui suivent.

Par dérogation aux dispositions de l'article 27.3 du CCAG FCS, la vérification en vue de l'admission des équipements aura lieu sur le site de INRAE et en l'absence du titulaire du marché.

Par dérogation aux dispositions de l'article 28 du CCAG FCS, ces opérations de vérification du bon fonctionnement de l'équipement seront effectuées par les utilisateurs INRAE suite à la mise en service de l'équipement et aux formations des personnels INRAE.

Par ailleurs, par dérogation aux articles 28 et 30.1 du CCAG FCS :

- Aucun délai ne s'impose à INRAE pour effectuer les opérations de vérification et pour notifier sa décision d'admission ;
- L'admission des fournitures ou services est acquise uniquement sur décision expresse de INRAE.

14 GARANTIE DES EQUIPEMENTS ET SAV

14.1 Garantie

Les équipements devront bénéficier d'une garantie d'une durée minimale de 24 mois (pièces, main d'œuvre et déplacement). Elle court à compter de la notification de la décision d'admission par INRAE au titulaire.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'engage à répondre dans les deux heures postérieures à la communication par mail des incidents. La garantie inclue la partie matérielle ainsi que la partie logicielle.

Pendant cette période, l'assistance technique doit être assurée sur site dans un délai de deux jours ouvrés pour la partie matérielle à compter de la demande d'intervention de l'INRAE. L'assistance technique hors site (Ex : support téléphonique, téléassistance) est réactive dans les six heures à compter de la demande.

En cas de dysfonctionnement de la partie logicielle, des développements complémentaires devront être prévus dans des délais raisonnables (une semaine), et de nouveaux tests seront nécessaires et réalisés pour valider l'installation, sans surcoût pour INRAE.

Pour les logiciels fournis, la garantie comprend obligatoirement leur mise à jour et évolution.

14.2 Service après-vente

L'offre du titulaire précise les délais et modalités d'intervention (coût du déplacement, coût horaire de l'intervention sur site) en termes de Service Après-Vente (SAV).

Les prestations de service après-vente du titulaire s'exécutent durant toute la période de garantie.

Le titulaire s'engage à assurer dans le cadre du présent marché, le service après-vente décrit dans son offre.

Le service après-vente peut prévoir, pendant la période de garantie, des opérations (visites) de maintenance préventive ou d'entretien du ou des équipements, objet du marché.

En tout état de cause, le service après-vente prévoit au minimum et sans surcoût pendant la durée de garantie les services décrits aux articles suivants :

14.2.1 Logiciels de pilotage

Le service après-vente inclut au minimum les mises à jour et changements de version des logiciels de pilotage.

La mise à jour s'entend comme une évolution dans une même version du logiciel (passage d'une version 3.0 à 3.1 par exemple).

Le changement de version s'entend comme le passage d'une version 3.1 à 4.0 par exemple.

14.2.2 Support technique

Le service après-vente du titulaire inclut un support technique, y compris sur les logiciels, gratuit et illimité pendant les jours ouvrés. Le support téléphonique est accessible par téléphone par des appels non surtaxés et par courriel.

Le titulaire s'engage sur un délai de réponse inférieur à 24h.

14.2.3 Délai d'intervention en cas de panne

Pendant toute la période de garantie, le titulaire a une obligation de résultat concernant le respect des délais d'intervention sur site en cas de panne du ou des équipements achetés en application du présent marché.

Par dérogation aux stipulations de l'article 3.2.2 du CCAG FCS, ce délai s'entend en jours ouvrés à compter de la demande d'intervention. Il prend en compte la localisation du site d'implantation de l'équipement, objet du marché. Le délai souhaité est :

- **Inférieur ou égal à 1 jour pour une intervention à distance.**
- **Celui indiqué dans l'offre du titulaire pour une intervention sur site.**

La demande d'intervention par le représentant d'INRAE peut être effectuée par téléphone, confirmée par courrier électronique.

L'enregistrement de la demande d'intervention doit faire l'objet d'une confirmation écrite par courriel par le titulaire.

Le délai d'intervention commence à courir dès l'enregistrement par le titulaire de la demande d'intervention du représentant de INRAE.

14.2.4 Délai de mise au point ou de réparation en cas de panne

Pendant toute la période de garantie, le titulaire a une obligation de résultat et de délai concernant la remise en état de fonctionnement opérationnel de l'équipement en conformité avec les performances techniques et fonctionnelles prévues dans le marché.

Conformément à l'article 33.3 du CCAG FCS, le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandé est celui fixé par décision de INRAE après consultation du titulaire.

Le point de départ de ce délai de mise au point ou de réparation en cas de panne commence à la date de première intervention sur site du titulaire ou en cas d'absence d'intervention du titulaire, à la date de la demande d'intervention du représentant de INRAE.

15 REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

La gestion des données par le titulaire doit répondre aux exigences posées par le règlement européen sur les données personnelles, l'ANSSI et la DINUM. La prestation doit être conforme aux référentiels ainsi qu'au règlement et doit évoluer conformément à leurs éventuelles révisions :

Conformité au RGI

Le référentiel général d'interopérabilité fixe les règles techniques permettant d'assurer l'interopérabilité des systèmes d'information. Il détermine notamment les répertoires de données, les normes et les standards qui doivent être utilisés par les autorités administratives.

La dernière version du RGI figure dans l'arrêté en date du 20 avril 2016 (*JORF* n° 0095 du 22 avril 2016 texte n° 1). Information concernant le RGI : <http://references.modernisation.gouv.fr/interopabilite>

Conformité RGAA

L'article 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées fait de l'accessibilité une exigence pour tous les services de communication publique en ligne de l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics qui en dépendent. Ils disposent que les informations diffusées par ces services doivent être accessibles à tous.

Le RGAA, à forte dimension technique, propose une traduction opérationnelle des critères d'accessibilité issus des règles internationales ainsi qu'une méthodologie pour vérifier la conformité à ces critères.

La version 3.0 du RGAA a été approuvée par l'arrêté du 29 avril 2015.

Information concernant le RGAA : <http://references.modernisation.gouv.fr/referentiel/>

Conformité au RGS

Le référentiel général de sécurité pris en application du décret n° 2010-112 du 2 février 2010 pris pour l'application des articles 9, 10 et 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives.

La solution doit respecter les recommandations du RGS et particulièrement parmi celles-ci :

Une obligation de chiffrement des flux de données entre l'INRAE et le prestataire ainsi que ses sous-traitants éventuels,

Une recommandation de chiffrement du serveur qui stockera les données INRAE chez le prestataire. Cette fonctionnalité non-obligatoire est chiffrée le cas échéant dans le bordereau des prix du titulaire dans l'hypothèse où elle n'est pas prévue en standard dans la solution.

Informations concernant le RGS :

<http://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-referentiel-general-de-securite-rgs/>

Conformité à la PSSIE

La Politique de Sécurité des Systèmes d'information de l'Etat est entrée en vigueur le 19/08/2014, qui fixe les règles de protection applicables aux systèmes d'information de l'Etat.

Informations concernant la PSSIE :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/protection-des-systemes-dinformations/la-politique-de-securite-des-systemes-dinformation-de-letat-pssie/>

Conformité au règlement européen 2016/679 – RGPD

Il est relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>), et plus largement.

Le titulaire garantit la conformité de la solution proposée aux exigences de privacy by design prévues par le règlement européen,

En complément de la clause de confidentialité prévue par le CCAG-FCS et des exigences du règlement européen quant au traitement des données à caractère personnel dont le titulaire est conjointement responsable, le titulaire garantit la stricte confidentialité de l'ensemble des données de l'établissement bénéficiaire obtenues dans le cadre de l'exécution du présent marché. La signature d'accords de confidentialité spécifiques, par les salariés intervenant dans le cadre du traitement des données de l'établissement bénéficiaire, pourra être exigée par l'établissement bénéficiaire auprès du titulaire.

Obligation de sécurisation des données

Au titre de son obligation de sécurisation des données, le titulaire s'engage donc notamment à :

- Ne pas utiliser ou copier les données traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- Ne pas divulguer les données à d'autres personnes privées ou publiques, physiques ou morales,
- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données,
- Prendre toutes les mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données traitées dans le cadre du présent marché,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes, services de traitement et des données,
- Pour les prestations nécessitant le traitement de données personnelles et autres données sensibles, présenter à l'Institut la clause de confidentialité intégrée aux contrats de travail de ses salariés ou aux engagements de confidentialité spécifiques signés par ces derniers, ainsi que celles des contrats de sous-traitance établis pour l'exécution du présent accord-cadre,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès en cas d'incident physique ou technique dans des délais appropriés,
- Mettre en œuvre une procédure de test, analyse et évaluation régulière de l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles assurant la sécurité des données,

- Restituer l'intégralité des données exigées par l'établissement bénéficiaire puis détruire l'ensemble des données de l'établissement bénéficiaire détenues par le titulaire ou ses sous-traitants en fin de marché.
- Mettre à la disposition de l'établissement bénéficiaire les informations nécessaires afin de démontrer le respect de ces obligations et, à cette même fin, permettre la réalisation d'audits par l'établissement bénéficiaire.

Sécurisation des prestations et du Système d'information

Au titre de la sécurisation des prestations et du SI, le titulaire s'engage notamment à :

- La sensibilisation et la formation des personnels et autres mesures de sécurité organisationnelles,
- Les développements spécifiques,
- L'hébergement des données et des services,
- La gestion des incidents de sécurité du titulaire,
- Le maintien en condition de sécurité,
- La politique de gestion des postes de travail des intervenants de la prestation objet du marché,
- La conformité et les démarches de contrôle interne.

Dans le cadre de l'exécution du marché, l'ensemble des sous-traitants doit respecter l'ensemble des obligations auxquelles s'engage le titulaire.

16 AVANCE

L'option B de l'article 11.1 du CCAG FCS s'applique.

Le titulaire bénéficie d'une avance, dans les conditions de l'article R 2191-3 du CCP, pour toute commande supérieure à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, sauf renonciation expresse du titulaire dans l'acte d'engagement. Conformément à l'article R 2191-7 du code précité, le montant de l'avance est fixé à 10% du montant TTC du marché pour les PME et 5% pour les autres entreprises. L'avance est payée dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification du présent marché. Elle n'est ni actualisable, ni révisable.

Le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire. Ce remboursement s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché.

17 PRIX DES PRESTATIONS

17.1 Etablissement des prix

Le présent marché est conclu à prix forfaitaires fermes déterminés dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) annexé à l'acte d'engagement.

A titre informatif, s'il existe une différence entre le prix global et forfaitaire mentionné dans l'acte d'engagement et le prix mentionné dans la DPGF, seul le prix dans l'acte d'engagement fait foi.

Le prix est établi, hors taxes, à la date prévue pour la remise des offres et pour les prestations définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Ce prix est établi en conformité avec la réglementation des prix. Le taux de TVA qui sera appliqué sera celui en vigueur au jour de l'exécution des services, sauf dispositions réglementaires contraires.

17.2 CONTENU DES PRIX

Le prix global et forfaitaire déterminé dans la DPGF du marché est réputé comprendre, outre les prestations dont il est l'objet, tous les frais annexes nécessaires à son exécution et notamment :

- Toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations,
 - Les frais afférents aux assurances,
 - Les frais au conditionnement, au stockage, à l'emballage, au transport jusqu'au lieu de livraison ;
 - Toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations ;
 - Les marges pour risques et les marges bénéficiaires ;
 - L'installation du matériel, la mise en ordre de marche, les logiciels informatiques, la formation du personnel, la fourniture du consommable, la garantie et le service après-vente pendant la garantie
- Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

17.3 Variations dans les prix

Sans objet

18 MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

18.1 ÉCHEANCIER DE PAIEMENT

Les prestations à prix forfaitaire qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes.

Le versement des acomptes pour l'acquisition de l'équipement se décompose comme suit :

- Un acompte de 60 % du montant total HT sera versé à la livraison sur site ;
- Le solde de 40 % sera versé après la réalisation des formations et la notification de la décision d'admission au titulaire comme prévu au présent CCAP.

Conformément à l'article 11.2 du CCAG FCS, chaque acompte doit faire l'objet d'une demande de paiement de la part du titulaire.

Une facture d'acompte devra être établie à chaque acompte.

18.2 MODALITES DE FACTURATION

Conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du CCP, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro, par dépôt au format pdf sur le site suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Conformément aux dispositions de l'article R 2192-3 alinéa 2 du CCP, l'utilisation du portail de facturation (CHORUS) est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le titulaire renseignera sur Chorus Pro les éléments suivants :

- Le numéro de SIRET, 180 070 039 01027, qui identifiera la structure **INRAE OCCITANIE MONTPELLIER** en tant que destinataire de la facture ;
- Le Numéro du bon de commande

Les factures seront établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants sous peine d'être rejetées :

- Le nom et la raison sociale du titulaire
- Le numéro SIRET du titulaire
- Le numéro du compte bancaire
- Le numéro SIRET de INRAE
- Le numéro du bon de commande associé au marché
- Les prestations réalisées
- Le numéro du marché
- Le montant HT des prestations ou fournitures
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC

- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;

Le comptable chargé d'exécuter le règlement est l'Agent Comptable Secondaire du centre de Montpellier. L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Président du Centre Occitanie – Montpellier. Le paiement sera effectué par virement administratif au compte indiqué par le titulaire.

18.3 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture dans les formes prescrites, sous réserve de validation du service fait.

Conformément aux stipulations des articles L 2192-10, R 2191-10, R 2192-12 à R 2192-13 du CCP, le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai, sous réserve que le règlement ne soit pas différé du fait d'une défaillance constatée dans la prestation.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

18.4 PAIEMENT DES COTRAITANTS

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS 2021.

18.5 PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur du marché, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

19 PENALITES

INRAE se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités suivantes :

Les pénalités appliquées dérogent à l'article 14 du CCAG-FCS et sont applicables en cas de non-respect par le titulaire de ses engagements contractuels. Les pénalités sanctionnent un retard ou le non-respect d'une des clauses du marché. Les pénalités sont cumulables entre elles, elles sont déduites des règlements à effectuer au titulaire. En aucun cas, les pénalités ne pourront dépasser 20% du montant total du marché.

Liste des pénalités applicables :

Objet	Délais à respecter	Pénalités en € HT
Retard du titulaire dans le délai de livraison des LEDs	Délai annoncé dans son offre	100,00€/jour de retard
Retard du titulaire dans les délais d'installation et de mise en service	Délai proposé par le titulaire et accepté par le LEPSE	100,00€/jour de retard

A cette liste s'ajoute des pénalités en cas de travail dissimulé : Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé et en application de l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration du droit, le titulaire qui ne respecte pas le code du travail qu'il s'agisse de dissimulation d'activité (article L.8221-3 et L.8221-4 du Code du travail) ou d'emploi salarié (article L.8221-5 du Code du travail), se verra appliquer, après mise en demeure non suivie d'effet, une pénalité de 100 Euros HT par jour calendaire. Le montant de ces pénalités est plafonné à 10% du montant total du marché et ne peut, en outre, excéder le montant des amendes pénales encourues pour la commission de ces infractions.

20 RESILIATION DU MARCHÉ

Outre les cas prévus par le présent CCAP, INRAE peut résilier le présent marché conformément aux dispositions mentionnées au chapitre 7 du CCAG FCS.

Si le titulaire du marché déclare ne pas pouvoir exécuter le marché, ou en cas de défaillance du titulaire dans l'exécution de celui-ci, le marché est résilié aux torts du titulaire avec mise en demeure préalable et sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnisation.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation du marché, ou à défaut d'une autre date, à la date de notification de cette décision.

Le marché résilié est liquidé en tenant compte, d'une part des prestations terminées et admises et, d'autre part, des prestations en cours d'exécution dont INRAE accepte l'achèvement.

D'une façon générale, il est rappelé qu'en application de l'article 41.1.n) du CCAG FCS, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R 2143-3 et R 2143-6 à R 2143-10 du CCP ou de refus de produire les pièces prévues à l'article R 2143-8 du même code, le marché sera résilié aux torts du titulaire.

Par ailleurs, le titulaire s'expose à l'exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions prévues par l'article 36 du CCAG FCS.

En application de l'article 42 du CCAG FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par INRAE, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5%.

Dans tous les cas, jusqu'à la résiliation, les prestations sont exécutées de manière permanente et continue dans les conditions du marché et quelle que soit la nature des litiges existant entre les parties ou en leur sein.

21 Assurances

Le titulaire du présent marché assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est seul responsable des dommages que l'exécution de ses prestations peut causer dans les limites de ses obligations contractuelles :

- à son personnel ou à des tiers,
- à ses biens, à ceux de INRAE, ou à ceux de tiers.

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers et au propriétaire à l'occasion des interventions.

22 PREVENTION SANTE SECURITE AU TRAVAIL

Le Titulaire s'engage à respecter et à faire appliquer à son personnel les règles de circulation et de stationnement en vigueur au sein de INRAE.

Par ailleurs, les exigences réglementaires en matière d'intervention d'entreprise extérieure notamment celles définies dans le Code du Travail à l'article R4511-1 et suivants sont applicables à INRAE. Si cette disposition s'applique au présent marché, le titulaire et INRAE établiront au début du marché le plan de prévention.

Il garantit également que le personnel intervenant dispose des habilitations électriques en cours de validité et des formations et habilitations nécessaires aux travaux en hauteur.

Le titulaire doit mettre à disposition du pouvoir adjudicateur, à première demande, les justificatifs des habilitations et formations de ses intervenants.

Le non-respect de ces obligations peut entraîner la suspension des prestations et, le cas échéant, la résiliation pour faute du titulaire.

23 MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE

Toute modification affectant la situation administrative, financière ou juridique du titulaire du marché est portée impérativement à la connaissance de INRAE.

Le titulaire fournit, le cas échéant, dans les plus brefs délais, les justificatifs appropriés mentionnant les changements l'affectant (extrait K-bis, copie de l'annoncé publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB etc...).

23.1.1 Modifications mineures

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- Modification de la dénomination sociale du titulaire
- Modification de l'adresse que le titulaire a renseignée dans l'acte d'engagement
- Modification des coordonnées bancaires

Ces modifications doivent être portées à la connaissance de INRAE dans les plus brefs délais.

23.1.2 Modifications majeures

Le titulaire doit alerter INRAE à l'adresse mentionnées en tête du présent document de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession du marché conclu par INRAE, dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation par INRAE de la cession du marché, cette cession fait l'objet d'une modification du marché constatant son transfert au nouveau titulaire. Celle-ci sera matérialisée par un avenant établi par INRAE.

Est également considérée comme majeure toute autre modification affectant la possibilité du titulaire, d'exécuter le marché.

24 Dispositions diverses

24.1 Langue

Conformément à la loi n°94-65 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française et à la circulaire d'application du 19 mars 1996 (J.O du 20/03/1999), les correspondances et la documentation relatives au marché sont rédigées en langue française.

24.2 MONNAIE

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation de change.

24.3 Droit applicable

Le droit applicable au présent marché est le droit français.

24.4 Différents et litiges

INRAE et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ainsi que les éventuels différends et litiges nés de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Toutes les contestations se rapportant au présent marché et qui ne peuvent être réglées à l'amiable entre les deux parties sont soumises au Tribunal Administratif de Montpellier auquel les parties donnent attribution de compétence.

Tribunal Administratif de Montpellier

6, Rue Pitot,
34000 Montpellier

Tél : 04.67.54.81.00

E-mail : greffe.ta-montpellier@juradm.fr

SIRET : 17340005200010

25 Dérogations au C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services

Article du CCAP	Article du CCAG-FCS auquel il est dérogé	Objet
5.2	19 et 21.2	Livraison
8.1	4.1	Pièces contractuelles à la notification du marché
12	3.1.2	Notification et échanges dématérialisés
13	27.3, 28 et 30.1	Vérification et admission
14.2.3	3.2.2	Service après vente
19	14	Pénalités

Fait à Montpellier, le 06/02/2026